



Journée Nationale d'actions du 9 octobre 2018

Les employeurs doivent répondre aux revendications.

C'est à partir de leurs conditions de vie, de travail, leurs besoins, avec l'élaboration de leurs cahiers revendicatifs, par entreprise, que les salarié-es pourrons revendiquer, dans l'unité de meilleurs salaires, conditions de travail, et les emplois nécessaires en les portant avec leurs syndicats devant les employeurs.

Exiger de meilleurs salaires

VOUS LA SENTEZ, LA HAUSSE DES PRIX ?

2,3% en 12 mois, selon l'INSEE, hors immobilier et médicaments mais avec le prix du fer à repasser...

Le détail montre autre chose :

beurre : +16%, huiles alimentaires : +8%, légumes frais : +10%, butane : +33%, essence : 15,8%, gazole : +23,4%, hôtels et centres de vacances : +6%...Le projet de loi joue encore de la division entre catégorie en accentuant la pression sur les retraité-es, mais c'est bien l'ensemble des salarié-es qui est visé.

La CGT dénonce l'austérité mise en œuvre dans les entreprises. La faible augmentation des Salaires en est l'exemple flagrant.

N'est-il pas urgent de se mobiliser sur les salaires, pensions et indemnités sociales?

Et c'est possible.

Les dividendes augmentent quasiment partout dans le monde

C'est un record, les dividendes ont augmenté de **12,9 %** dans le monde au cours du deuxième trimestre, à **497,4 milliards de dollars**. Un nouveau record : une progression dans quasiment toutes les régions du monde. Le montant des versements de dividendes aux actionnaires atteint même des niveaux records dans 12 pays, dont la France, le Japon et les Etats-Unis.

« **La hausse de la rentabilité des sociétés pousse les paiements de dividendes à la hausse dans toutes les régions** », c'est la croissance la plus rapide observée depuis trois ans.

Dans le détail, on remarque le fort apport de la France dans l'augmentation de ces données. A lui seul, **le pays a distribué 50,9 milliards de dollars de ses bénéfices à ses investisseurs**, enregistrant là une hausse de 23,5%.

Les travailleurs doivent-ils se contenter des miettes et continuer à accepter le recul de leur pouvoir d'achat ?

Pour la CGT, il ne doit pas y avoir de perte de pouvoir d'achat pour les salariés : de l'argent, il y en a. Les salarié-es doivent percevoir le fruit de leur travail.

Exiger d'autres conditions de travail.

La CGT, propose que les salarié-es partent de leur travail, de ce qu'il pense qu'il devrait être, pour exiger d'autres conditions de travail.

Dans tous les secteurs d'activité, le patronat a mis en place des méthodes de travail qui minent le quotidien (LEAN, excellence opérationnelle, EODP, 5S ...).

Personne n'y échappe : de l'industrie à l'hôpital, sur fond de volonté de gains financiers ou budgétaires, ces méthodes amènent les salarié-es à s'auto-exploiter, à saborder la qualité du travail et souvent engendrent l'effet inverse du but recherché, sur la qualité, voire même la « rentabilité », avec dans le public des incidences sur la santé, la vie des citoyen-es. Ces méthodes créent des situations qui détruisent la « valeur travail » et c'est souvent du « n'importe-quoi » qui est ainsi imposé.

C'est donc bien, celles et ceux qui font le travail, qui sont les plus qualifié-es pour dire ce que doit être le travail et comment il doit être réalisé.

Exiger plus d'emplois dans le public et dans le privé ; Exiger la réduction du temps de travail à 32 heures.

La CGT, propose la réduction du temps de travail à 32 heures, la relance de l'emploi industriel et le retour à plus de service public de proximité.

La réduction du temps de travail est indispensable pour permettre à celles et ceux qui subissent la surcharge de travail de vivre mieux et pour de nouvelles embauches dans les entreprises et services.

Les richesses créées réorientées vers l'emploi industriel et non les dividendes des actionnaires, c'est plus de développement économique.

Des emplois de proximité, c'est un plus pour l'environnement, car cela réduit les déplacements et c'est un coût réduit sur les transports pour les salarié-es.

Moins de service public, c'est moins de chance de voir les entreprises rester ou s'implanter dans les territoires.

Moins de service public, c'est aussi un facteur d'inégalités entre les citoyens, notamment avec la casse de l'Hôpital, la suppression des services d'astreintes d'Enedis et GRDF, la suppression de services des routes, la suppression de lignes SNCF et de guichets, le manque de médecins, la suppression de la déclaration d'impôts papiers, l'informatisation à tout va des services...

Moins de service public, c'est moins d'emplois qui participent à l'économie des territoires.

Il faut donc, pour marcher sur nos deux jambes, revendiquer plus de service public et la création d'emplois, dans le public, comme dans le secteur privé.

Dans le cadre de la JOURNEE NATIONALE D'ACTION du 09 OCTOBRE 2018,

à l'appel de CGT, FO, Solidaires, UNEF et UNEL et la FSU dans le Jura,

L'Union Départementale CGT du Jura, appelle les salarié-es à se mobiliser dans les entreprises à faire grève et à porter les cahiers revendicatifs auprès des employeurs.

**A Dole rassemblement avec conférence de presse à 10h devant ENEDIS,
derrière l'hypermarché GEANT**

Si le Gouvernement est l'exécutant, c'est bien le patronat, MEDEF en tête, qui est le donneur d'ordre de la casse sociale.